Informations Rapides

23 septembre 2016 - n°252

Principaux indicateurs

Insee
Mesurer pour comprendre
Conjoncture

■ **Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 2e trimestre 2016**

Au deuxième trimestre 2016, le pouvoir d'achat des ménages s'accroît faiblement et le taux de marge des sociétés non financières diminue

Au deuxième trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume* baisse légèrement : −0,1 %, après +0,7 % au premier trimestre.

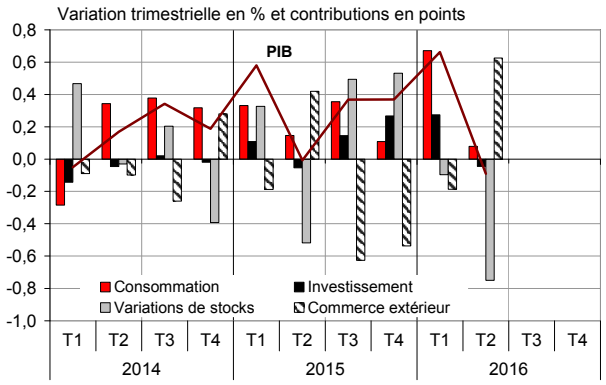
Les dépenses de consommation des ménages se replient légèrement au deuxième trimestre 2016 (−0,1 % après +1,1 %), de même que la formation brute de capital fixe (FBCF) totale (−0,2 % après +1,3 %). En tenant compte des dépenses publiques, la demande intérieure finale (hors stocks) a une contribution nulle à la croissance du PIB au deuxième trimestre 2016 (après +0,9 point au premier trimestre). Les importations reculent nettement (−1,8 % après +0,2 %), et les exportations augmentent légèrement (+0,2 % après −0,4 %). Ainsi, le solde extérieur contribue positivement à la croissance du PIB (+0,6 point, après −0,2 point). En revanche, le comportement de stockage des entreprises contribue négativement : −0,7 point, après −0,1 point au premier trimestre.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit

En termes nominaux, le revenu disponible brut (RDB) des ménages ralentit au deuxième trimestre (+0,3 % après +0,5 %), surtout du fait du ralentissement de la masse salariale reçue par les ménages (+0,4 % après +0,8 %). En outre, les prestations sociales en espèces décélèrent légèrement (+0,3 % après +0,4 %). Cependant, les impôts sur le revenu et le patrimoine sont moins dynamiques (+0,4 % après +0,7 %), de même que les cotisations sociales (0,0 % après +0,9 %), ce qui modère un peu le ralentissement d'ensemble du RDB.

** Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).*

Le produit intérieur brut et ses composantes



Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2015	2016 (acquis)
PIB	0,4	0,4	0,7	-0,1	1,2	1,1
Importations	1,7	2,2	0,2	-1,8	6,4	1,5
Dép. conso. ménages	0,5	0,0	1,1	-0,1	1,5	1,3
Dép. conso. APU*	0,3	0,4	0,4	0,4	1,4	1,3
FBCF totale	0,7	1,2	1,3	-0,2	0,9	2,3
*dont ENF**	0,4	1,6	2,1	-0,4	2,7	3,4
dont ménages	0,0	0,2	0,1	-0,3	-0,8	0,1
*dont APU**	2,7	1,5	0,1	0,7	-3,9	2,2
Exportations	-0,2	0,6	-0,4	0,2	6,0	0,5
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,5	0,4	0,9	0,0	1,3	1,5
Variations de stocks	0,5	0,5	-0,1	-0,7	0,2	-0,1
Commerce extérieur	-0,6	-0,5	-0,2	0,6	-0,3	-0,3

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières
Source : Insee

Comptes d'agents

en %, données CVS-CJO

	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2015	2016 (acquis)
Taux de marge des SNF* (niveau)	31,4	31,6	32,1	31,7	31,4	
Pouvoir d'achat du RDB** des ménages	0,8	0,5	0,6	0,2	1,6	1,6

*SNF : sociétés non financières
**RDB : revenu disponible brut
Source : Insee

Institut national de la statistique et des études économiques
Direction générale 18 bd A. Pinard 75675 Paris Cedex 14
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

http://www.insee.fr

©INSEE 2016 - ISSN 0151-1475

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2015	2016 (acquis)
Production branche	0,4	0,5	0,7	-0,2	1,3	1,1
Biens	0,5	0,4	0,2	-0,5	1,2	0,2
Ind. manufacturière	0,5	0,6	0,1	-0,9	1,5	0,0
Construction	-0,5	0,5	0,2	-0,7	-2,2	-0,3
Services marchands	0,5	0,7	1,0	-0,1	1,8	1,7
Services non marchands	0,3	0,4	0,4	0,3	1,0	1,1
Consommation des ménages	0,5	0,0	1,1	-0,1	1,5	1,3
Alimentaire	-0,1	0,4	0,4	-0,8	1,2	0,2
Énergie	2,1	-2,5	1,8	1,6	1,4	1,5
Biens fabriqués	1,0	0,0	2,2	0,1	2,6	2,8
Services	0,4	0,3	0,8	-0,2	1,0	1,1
FBCF	0,7	1,2	1,3	-0,2	0,9	2,3
Produits manufacturés	3,1	3,7	3,3	0,8	2,1	7,8
Construction	-0,4	0,4	0,3	-0,6	-2,2	-0,2
Services marchands	0,6	0,8	1,2	-0,4	4,4	2,1

Source : Insee

RDB et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2015	2016 (acquis)
RDB	0,7	0,6	0,5	0,3	1,4	1,6
RDB (pouvoir d'achat)	0,8	0,5	0,6	0,2	1,6	1,6
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,7	0,4	0,5	0,1	1,2	1,2
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,7	0,5	0,6	0,3	1,6	1,5
Taux d'épargne (niveau)	14,5	15,0	14,5	14,8	14,5	
Taux d'épargne financière (niveau)	5,6	5,9	5,7	5,8	5,5	

* uc : unité de consommation

Source : Insee

Ratios des comptes des sociétés non financières

niveaux en %, données CVS-CJO

	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2015
Taux de marge	31,4	31,6	32,1	31,7	31,4
Taux d'investissement	22,8	23,0	23,2	23,3	22,9
Taux d'épargne	20,0	20,0	21,3	20,6	19,7
Taux d'autofinancement	87,6	86,9	92,0	88,8	86,3

Source : Insee

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux , données CVS-CJO

	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2015
En milliards d'euros					
Dépenses totales	311,4	310,5	313,3	313,9	1242,9
Recettes totales	291,3	295,0	294,6	296,4	1166,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-20,1	-15,4	-18,6	-17,5	-76,5
En % de PIB					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-3,7	-2,8	-3,4	-3,2	-3,5

Source : Insee

Les prix de la consommation des ménages accélèrent légèrement au deuxième trimestre (+0,1 % après −0,1 %), si bien qu'au total, le pouvoir d'achat des ménages progresse encore, mais il ralentit plus nettement que le RDB (+0,2 % après +0,6 % au premier trimestre). Mesuré par unité de consommation pour le ramener à un niveau individuel, il ralentit dans les mêmes proportions (+0,1 % après +0,5 %).

Au deuxième trimestre 2016, la consommation des ménages recule tandis que leur pouvoir d'achat s'améliore, de sorte que leur taux d'épargne augmente : 14,8 % après 14,5 %.

Le taux de marge des SNF baisse de 0,4 point au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2016, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) diminue un peu, de 32,1 % à 31,7 %. En effet, la productivité apparente du travail se replie en phase avec la valeur ajoutée et le rebond du prix du pétrole dégrade les termes de l'échange. En revanche, la réduction des cotisations familiales depuis avril, dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité, limite le repli d'ensemble.

Au deuxième trimestre, le déficit public diminue

Au deuxième trimestre 2016, le besoin de financement des administrations publiques (APU) diminue de 0,2 point de PIB, atteignant 3,2 % du PIB (après 3,4 %). Les recettes des ventes des fréquences 4G contribuent à réduire ce déficit à hauteur de 0,1 point de PIB.

Les recettes rebondissent au deuxième trimestre (+0,6 % après −0,1 %) grâce au dynamisme de l'impôt sur les sociétés. Ce rebond est néanmoins modéré par le repli des cotisations sociales.

Les dépenses ralentissent au deuxième trimestre (+0,2 % après +0,9 %) après un premier trimestre dopé par le retour à la normale de la contribution de la France au budget de l'Union européenne.

Révisions

L'estimation de la croissance du PIB au deuxième trimestre 2016 est revue en baisse, à −0,1 % au lieu de 0,0 % initialement. Cette révision s'explique par l'intégration d'indicateurs indisponibles lors de la deuxième estimation et par l'actualisation des coefficients de corrections des variations saisonnières.

Pour en savoir plus :

L'acquis de croissance d'un agrégat pour l'année en cours est le taux de croissance annuel qui serait observé si la variable restait, jusqu'à la fin de l'année considérée, stable à son dernier niveau trimestriel observé.

- Des données complémentaires (séries longues depuis 1949, méthodologie, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : page des comptes trimestriels sur www.insee.fr
- Les séries longues sont également disponibles dans la BDM : G1540, G1548
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
- Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr

Prochaine publication : le 28 octobre 2016 à 7h30